

Mars 2019



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



PAGE 4

Le PLR vend la Suisse pour une bouchée de pain



PAGES 6 - 9

« Liberté et sécurité – je le veux, je le vote ! » : Le coup d'envoi officiel des élections de l'UDC Suisse à Aarwangen - les thèmes et les objectifs du parti



PAGES 10 - 11

L'immigration et l'asile toujours hors de contrôle



PAGE 12

Le Conseil fédéral perd du temps sur la réforme de l'AVS

L'UDC dans les médias



LUDC Franches-Montagnes lance deux candidats

01.03.2019 Le Quotidien Jurassien

■ ÉLECTIONS FÉDÉRALES L'UDC Franches-Montagnes lance deux candidats Réunie pour sa traditionnelle assemblée de début d'année, la section Franches-Montagnes de l'UDC a désigné les candidats mis à disposition du parti pour les élections fédérales de cet automne. Le comité écrit dans un communiqué que, après quelques minutes de discussions, la quinzaine de membres présents ont décidé par acclamation de lancer le président Thierry Froidevaux dans la course au Conseil national. Valeurs familiales et développement durable Selon le communiqué, «Thierry Froidevaux est le meilleur candidat pour les Franches-Montagnes de par sa jeunesse - il n'a que 32 ans et sa motivation à transmettre les valeurs propres à l'UDC comme les valeurs familiales et la compétitivité économique». Le comité précise que ces éléments s'ajoutent à une carte propre à Thierry Froidevaux qui est le développement durable, et souligne que l'habitant des Embois est «très attaché à ses racines jurassiennes». L'assemblée a aussi décidé de donner sa confiance à Élodie Jobin, des Bois, pour la liste jeunes au Conseil national. Le communiqué explique que Thierry Froidevaux est dès à présent à disposition de la section cantonale du parti et qu'il sera auditionné par le comité de campagne de cette dernière.

Item pour Élodie Jobin, qui se met à disposition des jeunes LUDC-JJ. Passionnée de chevaux Élodie Jobin a 18 ans et est originaire d'une famille paysanne des Bois où elle réside encore aujourd'hui. Célébraire, elle est actuellement en formation comme agricultrice. Passionnée de chevaux, elle est aussi très active dans l'élevage de bovins laitiers.

Thierry Froidevaux, habitant des Embois, est lui aussi issu d'une famille d'agriculteurs. L'homme de 32 ans, natif des Franches-Montagnes, est marié et père de famille. Il gère son entreprise de maréchalerie et élève des chevaux franches-montagnes en association sur le domaine agricole biologique de Sous-la-Neuveville à Saignelégier. Il est membre du comité directeur de l'UDC Jura depuis près de trois ans. Thierry.

Froidevaux et Élodie Jobin sont à disposition de la section cantonale de l'UDC en vue des élections fédérales de cet automne...



L'accord-cadre de l'UE détruit tout ce qui fait le succès de la Suisse

C'est pire que ce que l'on craignait: incroyable, totalement inadéquat, inutilisable et destructeur. Ces pensées m'ont traversé l'esprit lorsque j'ai pris connaissance, au mois de janvier, de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE, le fameux accord institutionnel mis en consultation par le Conseil fédéral. Cet accord abolira l'indépendance de la Suisse, notre souveraineté, le fédéralisme et la démocratie directe. Bref, tout ce qui fait le succès de notre pays.

Le groupe parlementaire UDC rejette donc cet accord à l'unanimité. L'UDC demande au Conseil fédéral de ne pas parapher ni de signer ce traité, mais de le rejeter. Il faut démontrer à l'UE, avec toute l'amabilité requise et sans ambiguïté, que la Suisse est intéressée à avoir de bonnes relations bilatérales sur un même pied d'égalité, mais qu'elle ne peut signer un traité qui va à l'encontre de sa Constitution, laquelle garantit l'indépendance du pays et les droits du peuple suisse.

Le présent numéro de Franc-parler vous montre qu'après plusieurs tentatives infructueuses au cours des 30 dernières années depuis le non à l'EEE, l'accord-cadre institutionnel constitue une nouvelle tentative d'annexer la Suisse en catimini par le biais d'un traité colonial.

Selon cet accord, la Suisse doit à l'avenir reprendre automatiquement le droit de l'UE. Et si le peuple devait décider une fois d'aller à l'encontre de cette dernière, alors notre pays serait sanctionné. Vous trouverez dans les pages ci-après d'autres arguments, qui ne pourront que vous convaincre de rejeter clairement ce contrat de servage.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national,
président de l'UDC Suisse

Là où le citoyen va commencer à souffrir

L'accord-cadre avec l'UE ne devrait pas être considéré comme une simple orientation politique prise à distance par le peuple suisse. S'il est mis en œuvre, l'accord-cadre vanté par le Conseil fédéral entraînerait très rapidement des effets secondaires indésirables dans la vie quotidienne de chaque citoyen.

Il s'agit concrètement de l'interdiction des aides de l'Etat que l'UE envisage d'introduire, interdiction qui s'appliquerait également en Suisse dans l'hypothèse où l'accord-cadre institutionnel était accepté. L'interdiction, pour le moins sèche, pourrait apporter des surprises désagréables aux citoyennes et aux citoyens. Au niveau des emplois, par exemple. Les cantons pourraient en effet ne plus pouvoir encourager l'établissement d'entreprises internationales sur leur territoire et devraient cesser de fournir des aides et des terrains à bâtir à des prix réduits. Cette impossibilité de promouvoir le développement économique aurait évidemment des répercussions sur la création d'emplois. Il s'ensuivrait donc une augmentation du chômage, et ce, surtout dans les régions où ces derniers sont déjà peu nombreux actuellement.

L'accord signifie la fin possible des théâtres, des piscines et des bibliothèques

Les régions rurales seraient littéralement hors course, et ce, non seulement en raison d'un chômage en augmentation, mais également du fait que la couverture de base de Swisscom ne pourrait plus être assurée via des subventions publiques. Résultat: les zones rurales auraient une connexion Internet bien pire qu'aujourd'hui. Et le fossé entre les villes et les campagnes se creuserait encore davantage.

L'accord-cadre avec l'UE nuirait également à d'autres domaines qui bé-



En interdisant les aides de l'Etat, l'accord-cadre de l'UE aurait également des conséquences négatives sur la vie quotidienne des citoyens suisses.

néficient aujourd'hui de subventions publiques. On mentionnera ici à titre d'exemple un club sportif professionnel qui, le cas échéant, ne pourrait pas construire un nouveau stade, ou encore des piscines publiques qui devraient fermer faute de subventions, des auberges de jeunesse laissées à l'abandon parce que ne bénéficiant plus du soutien des autorités locales. Il en irait de même pour les bibliothèques, les théâtres et d'autres institutions culturelles.

Peu importe ici que ce soit la Confédération ou le canton qui soutient l'institution concernée. Peu importe également qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales. L'UE les met toutes dans le même panier: elle considère en effet que ces bénéficiaires de subventions sont des entreprises qui exercent une activité économique contre rémunération. Peu importe également si l'institution réalise un bénéfice ou non. Le plus petit commerce n'est pas assez

petit pour échapper à cette directive de l'UE. Les subventions et toute autre forme de soutien public seraient mises à mal si l'accord-cadre avec l'UE était mis en œuvre dans le but d'ouvrir le marché suisse aux prestataires de services européens.

La pilule qu'est cet accord-cadre, censé sauver la voie bilatérale, ne suggère en rien la prospérité et le bien-être, mais donne plutôt la nausée. On regrettera ici que les explications fournies dans ce contexte ne disent rien des effets secondaires indésirables. Dont chaque citoyen aurait à souffrir quasi indéfiniment.

Nadja Pieren,
Conseillère nationale,
Burgdorf (BE)



Le PLR vend la Suisse pour une bouchée de pain

En approuvant l'accord-cadre avec l'UE, le PLR a franchi ses propres lignes rouges. Il brade des valeurs centrales de la Suisse – indépendance, souveraineté, propre juridiction et démocratie directe – pour une bouchée de pain. On est aux antipodes d'une politique fiable.



Le PLR ne défend les intérêts que de quelques entreprises.

L'accord que le Conseil fédéral a négocié avec Bruxelles est inacceptable aux yeux de l'UDC pour la simple raison qu'il impose une reprise automatique du droit de l'UE. L'UDC n'est certes pas le seul parti qui rejette l'accord institutionnel. En apparence du moins, le PLR, le PS et le PDC en font autant. Ou du moins le faisaient-ils, car le PLR a déjà basculé. Depuis samedi dernier les libéraux-radicaux approuvent l'accord. C'est un changement de cap à 180 degrés : en novembre 2017, Petra Gössi, présidente du PLR, exigeait encore dans une interview à un hebdomadaire alémanique la suppression de la clause de la guillotine. Et en juillet dernier elle déclarait au quotidien « Blick » : « Si l'accord ne correspond pas à nos exigences clairement définies et à nos lignes rouges, dont les mesures d'accompagnement font partie, nous ne participons pas à l'opération. »

Les lignes rouges ne manquaient pas côté PLR. Dans son document de fond «Garantir et développer la voie bilatérale – lignes rouges et exigences du PLR» ce parti rejetait notamment la reprise automatique de droit de l'UE. Il s'opposait aussi à la directive sur la citoyenneté européenne ou à la résiliation automatique d'accords bilatéraux en cas de désaccord politique des parties au contrat, c'est-à-dire en cas de «non-application d'une interprétation de la Cour de justice de l'UE». L'accord-cadre que le PLR a ap-

prouvé samedi dernier franchit toutes ces lignes rouges. Pourquoi ce changement d'opinion ? La réponse est aussi simple que navrante : le PLR a tourné sa veste dans le sens voulu par un petit nombre de grands groupes industriels. Le PLR ne se préoccupe ni de la sauvegarde de la démocratie directe, ni du bien-être de la population ou des petites et moyennes entreprises ; son unique souci est de satisfaire aux exigences de quelques grands patrons économiques rassemblés sous le toit de l'association économiquesuisse. Le changement de cap du PLR était prévisible dès la fin janvier dernier lorsque l'organisation économiquesuisse avait annoncé publiquement son soutien à l'accord institutionnel. Le retournement de veste du PLR n'a donc rien d'étonnant, mais ce qui surprend, c'est le moment choisi pour l'annoncer. S'engager dès à présent à fond pour cet accord est archifaux non seulement au niveau matériel, mais aussi d'un point de vue tactique. Au lieu de soutenir le Conseil fédéral dans d'éventuelles négociations, le PLR réduit toute pression en faveur d'améliorations de cet accord inacceptable. Les libéraux-radicaux vendent la Suisse pour une bouchée de pain.

Le PDC et le PS s'inclineront aussi

Fort des expériences du passé on peut

prédire dès à présent que ce ne sera qu'une question de temps de voir aussi les autres partis s'incliner et soutenir l'accord institutionnel. Mentionnant toujours l'adhésion à l'UE comme un objectif dans son programme politique, le PS avalera sans doute avec délice les appâts en politique intérieure que sont le congé parental, la protection contre les licenciements, le salaire minimal ou encore la semaine des 35 heures comme prix pour son adhésion à l'accord-cadre. Et le PDC a d'ores et déjà prononcé un « oui » assorti d'un petit « mais ».

S'il en va selon la volonté de Bruxelles, l'accord institutionnel coupe non seulement la voie bilatérale, mais enterre par la même occasion notre démocratie directe, donc notre droit de participation politique. Si le Conseil fédéral signe cet accord, la Suisse devra à l'avenir appliquer automatiquement le droit actuel et futur lié aux cinq traités des accords bilatéraux I et aux accords futurs, accepter les jugements de la Cour de justice de l'UE et effectuer régulièrement des versements à l'UE. La reprise de la directive sur la citoyenneté européenne n'est certes pas mentionnée dans l'accord institutionnel, mais l'UE pourra l'imposer sans problème par le biais du prétendu tribunal arbitral.

Albert Rösti,
Président du parti,
Uetendorf (BE)



L'accord institutionnel détruit la Suisse

Le 11 mars, le Conseil fédéral a tenu une consultation sur le projet d'accord institutionnel avec l'UE (InstA). L'UDC demande au Conseil fédéral de rejeter cet accord. Elle invite par la même occasion le gouvernement à lancer un programme d'efficacité et de revitalisation économiques pour assurer l'emploi en Suisse.

Cet accord institutionnel subordonne la Suisse aux institutions UE ; il lui impose la reprise dynamique – donc automatique – du droit UE et la soumet aux jugements de la Cour de justice UE. Ce traité détruirait la démocratie directe, l'indépendance, la neutralité et le fédéralisme suisses. Il met fin à la voie bilatérale et pousse insidieusement la Suisse dans l'UE. Toutes ces raisons ont incité le groupe UDC à rejeter à l'unanimité le projet d'accord institutionnel avec l'UE.

Le peuple suisse réclame une gestion autonome de l'immigration. Or, l'accord institutionnel produit juste l'effet inverse : en violation crasse de la Constitution fédérale, il intensifie la libre circulation des personnes. En outre, cet accord n'exclut pas la reprise par la Suisse de la directive sur la citoyenneté européenne qui placerait les citoyens UE et les Suisses sur un pied d'égalité et imposerait des charges supplémentaires de plusieurs milliards de francs au système social suisse. La dite « tactique du salami » pratiquée depuis toujours par Bruxelles aurait finalement pour effet que les étrangers originaires de l'UE bénéficieraient des mêmes droits d'élection et de vote que les Suissesses et les Suisses. Enfin, l'accord institutionnel interdit l'expulsion des citoyens UE criminels, ce qui constitue encore une violation de la Constitution fédérale.

L'accord institutionnel met fin à l'autonomie cantonale et communale

L'interdiction des aides publiques concerne l'ensemble des activités des



L'accord institutionnel marque la fin de la voie bilatérale et conduit la Suisse vers l'UE.

cantons, des communes et de la Confédération. Elle minerait totalement le fédéralisme suisse ainsi que l'autonomie cantonale et communale. En particulier, des instruments cantonaux et communaux comme la promotion économique, les facilités fiscales, les investissements dans la force hydraulique et dans les réseaux électriques, les assurances cantonales des bâtiments ou les garanties d'Etat données aux banques cantonales seraient concernés. Diverses contributions publiques à l'agriculture (par exemple, les allocations pour la transformation du lait en fromage ou pour compenser l'interdiction de l'ensilage) ou encore les subventions aux associations sportives et culturelles et aux piscines seraient interdites.

La sécurité du droit que garantirait cet accord bruyamment vanté par de l'association economiesuisse n'est qu'un leurre. En réalité, l'accord institutionnel ouvre la voie à l'arbitraire politique de l'UE. Non seulement ce traité menace la Suisse de sanctions au cas où elle n'obéirait pas à l'UE, mais il lui impose de surcroît une super-guillotine : si un jour le peuple suisse ose voter contre une décision de l'UE, celle-ci aurait le

droit de résilier tous les accords soumis à l'accord-cadre.

L'UDC exige un programme de revitalisation

Le groupe UDC a déposé une motion qui invite le Conseil fédéral à mettre en place un programme de revitalisation économique dans le but d'optimiser les conditions-cadres fixées par l'Etat, de réduire les coûts de la régulation, d'améliorer l'attractivité de l'économie suisse et de sauvegarder les emplois. L'accent doit être posé en priorité sur la réduction des contraintes bureaucratiques et régulatrices imposées aux entreprises ainsi que sur la diversification des marchés d'exportation en intensifiant la politique commerciale internationale. En outre, un allègement des charges pesant sur les ménages privés permettrait de relancer la consommation intérieure.

Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE)





Coup d'envoi de la campagne électorale : «Liberté et sécurité – je le veux, je le vote!»

Aucun parti de Suisse ne s'engage de manière aussi fiable et rigoureuse que l'UDC pour la liberté, la sécurité, la sauvegarde de l'emploi, la prospérité du pays et la classe moyenne. C'est donc pour la Suisse que l'UDC veut remporter les élections du 20 octobre.

Ce n'est pas par hasard que l'UDC a choisi la boulangerie Nyfeler SA à Aarwangen pour donner le coup d'envoi officiel de sa campagne électorale. L'UDC est le parti de la classe moyenne et s'engage pour toutes celles et tous ceux qui, chaque jour, retroussent leurs manches et travaillent durément, ou ont travaillé pendant toute leur vie. Ces hommes et ces femmes, qui apportent une contribution essentielle à la prospérité de la Suisse, sont cependant de plus en plus sous pression. «La gauche réclame l'introduction de la semaine des 35 heures, un congé parental payé

l'Etat durant toute la vie de ces mêmes migrants; et ils veulent, pour financer ces aberrations, ponctionner encore plus la classe



«La non-application de l'initiative d'immigration de masse adoptée a conduit à un désenchantement encore plus grand à l'égard de la politique.» Sandra Sollberger

moyenne», a relevé Albert Rösti, président de l'UDC Suisse.

La facture devra comme de coutume être payée par la population laborieuse à laquelle des impôts, taxes et rede-

s'épanouir. Dernier exemple en date: la tentative de la gauche d'augmenter massivement le prix du carburant (20 centimes ou plus par litre) et de l'huile de chauffage, ce que l'UDC a fort heureusement réussi à empêcher. «La

gauche et les Verts veulent règlementer à outrance la Suisse», a déclaré Adrian Amstutz, chef de la campagne électorale, ajoutant que «l'UDC est le seul parti qui s'engage sans concession pour les travailleurs, les artisans et les paysans». Depuis le début de l'année 2018, l'UDC enregistre sans relâche les soucis et les inquiétudes des hommes et des femmes qu'elle rencontre dans son «tour des cantons». Etant donné que l'UDC ne peut atteindre ses objectifs politiques qu'elle a définis de manière



«La gauche appelle à l'introduction de la semaine de 35 heures, du congé parental payé de 24 semaines et de l'ouverture des frontières à tous les migrants économiques.» Albert Rösti

de 24 semaines, des frontières ouvertes pour tous les migrants économiques, y compris un soutien plein et entier de

vances en constante croissance laissent toujours moins d'argent pour vivre et

on ne peut plus claire, à savoir:

- gérer et contrôler l'immigration,
- sauvegardé la liberté de la Suisse en empêchant son rattachement institutionnel à l'UE,
- alléger le fardeau qui écrase la classe moyenne laborieuse,

elle doit rester le parti de loin le plus fort de Suisse à l'issue des élections 2019 au Conseil national. Son slogan électoral traduit très bien cette volonté: «Liberté et sécurité – je le veux, je le vote.»

«L'UDC est le seul parti qui s'engage sans concession pour



«L'UDC est le seul parti qui défend fermement la Suisse et ses valeurs.» *Marcel Dettling*

la Suisse et pour les valeurs de notre patrie», a souligné Marcel Dettling, conseiller national schwytois et membre de l'équipe électorale. L'UDC est sans doute le seul parti qui combat avec détermination le rattachement de la Suisse à l'UE selon l'accord institutionnel négocié par le Conseil fédéral, et qui continuera de le faire après ces mêmes élections. Si, en effet, la Suisse devait reprendre automatiquement le droit UE, notre démocratie directe et notre autodétermination appartiendraient au passé. L'UDC veut que les Suissesses et les Suisses puissent décider eux-mêmes des règles et du droit qui régissent leur pays. C'est ainsi qu'elle conçoit la patrie.

L'UDC réclame aussi l'autodétermina-



«La gauche et les Verts veulent réglementer à outrance la Suisse.» *Adrian Amstutz*

tion en matière d'immigration. Car la Suisse subit toujours chaque année une immigration de dizaines de milliers de personnes, immigration due à la libre circulation des personnes, aux arrivées d'Etat tiers et

par le biais du droit d'asile. Résultats: nos infrastructures sont surchargées et nos paysages bétonnés. De plus, les réfugiés économiques représentent un fardeau financier et logistique énorme pour nos institutions sociales et notre système scolaire.

L'UDC mise sur le contact personnel pour mobiliser

Pour atteindre ses objectifs électoraux, l'UDC se présente dans tous les cantons avec ses propres listes et cherche des apparentements de

listes avec le camp bourgeois. Oskar Freysinger, chef de campagne pour la Suisse romande, estime qu'il existe aussi parmi les Romands un potentiel d'électeurs critiques à l'égard de l'UE: «Nous constatons que les autorités de Paris et de Bruxelles prescrivent de nouvelles lois et régulations sans se pré-



«Nous voyons les autorités parisiennes introduire de nouvelles lois au-dessus de la tête des Français.» *Oskar Freysinger*

occuper des intérêts des Français et imposent de nouvelles charges à la classe moyenne. Jusqu'à ce que le peuple se soulève.»

La tâche la plus importante et la plus difficile sera de convaincre les électrices et électeurs de se rendre aux urnes.

«La non-application de l'initiative

contre l'immigration de masse, initiative que le peuple a acceptée, a renforcé la désillusion de la population à l'égard de la politique», a constaté Sandra Sollberger (BL), conseillère nationale et membre de l'équipe électorale:

«Pour atteindre les 740'000 électrices et électeurs qui nous ont accordé leur confiance en 2015, nous misons non seulement sur les prospectus, affiches, sur Instagram et d'autres canaux de communication, mais surtout sur les contacts personnels.» Par exemple lors de manifestations comme «L'UDC proche de vous» ou grâce aux ambassadeurs électoraux – ils seront probablement plus de 1000 – qui inciteront leurs amis et connaissances à voter. Pour accomplir cette lourde tâche, l'UDC doit pouvoir compter sur l'engagement de tous ses membres et sympathisants.

Le commerce souffre de la bureaucratie de l'UE

Après la conférence de presse, Daniel Nyfeler nous a fait visiter sa boulangerie. L'entreprise familiale existe depuis près de 90 ans et compte aujourd'hui quelque 200 collaborateurs et cinq filiales. Nyfeler ne se prive pas de relever la charge que fait peser la bureaucratie européenne sur les entreprises non exportatrices. L'obligation de déclarer les ingrédients utilisés représente par

exemple une charge disproportionnée pour l'entreprise. «Ce sont tout particulièrement les exigences en matière d'étiquetage obligatoire concernant les valeurs nutritives, l'origine des matières premières et les allergènes dans les ventes à découvert qui vont beaucoup trop loin», explique Urs Wellauer, directeur de l'Association suisse des patrons boulangers et pâtisseries. Ce dernier considère en effet qu'il n'est absolument pas nécessaire que les nombreuses entreprises, souvent de petite taille, qui opèrent exclusivement sur le marché intérieur soient contraintes de reprendre la législation de l'UE. «Fort heureusement, poursuit Wellauer, l'association a réussi à éviter cette issue.»

«Pour atteindre notre objectif, il faut l'engagement de tous les membres du parti.»

Au début officiel des élections à Aarwangen, le chef de campagne Adrian Amstutz a présenté les objectifs de l'UDC pour les élections nationales du 20 octobre : l'UDC veut rester le parti le plus fort et défendre au moins ses 65 sièges actuels au Conseil national et progresser de un à six sièges au Conseil des Etats.



Adrian Amstutz : «Seul l'UDC se bat contre un attachement à l'UE.»

Adrian Amstutz, lors des dernières élections nationales en 2015, l'UDC a obtenu 29,4 pour cent des votes. Quels sont les objectifs pour les élections 2019?

Nous voulons remporter ces élections pour la Suisse et redevenir de loin le parti le plus fort.

Comment voulez-vous atteindre cet objectif?

En montrant aux électrices et aux électeurs que le succès de la Suisse pour les emplois, les agriculteurs et les artisans, pour les jeunes et les seniors ne peut être assuré qu'en augmentant la part des électeurs de l'UDC. Le renforcement de la prospérité, de l'indépendance, de la liberté et de la sécurité ne tolère pas les demi-mesures. Il s'agit de notre pays ! Et pour atteindre cet objectif électoral, nous avons besoin de l'engagement résolu de chaque membre du parti et de nos sympathisants. Ana-

lyser – Organiser – Informer – Motiver – Discuter – Téléphoner – Poser des affiches... Chacune et chacun doit, dans l'environnement qui est le sien, motiver les électrices et les électeurs à choisir l'UDC pour la Suisse. Il y a donc du pain sur la planche pour toutes et tous. Alors, au travail!

L'UDC cherche-t-elle, dans les cantons, à faire des apparentements avec d'autres partis bourgeois?

Oui, il y a surtout l'UDF, mais aussi le PLR. Malgré toutes les différences, il s'agit d'un acte de raison que de ne pas donner sa voix à la légère aux partis de gauche.

Selon le baromètre électoral qui a été publié récemment, c'est le thème de l'Europe qui semble actuellement le plus important pour les électrices et les électeurs suisses.

L'UDC est le seul parti qui combat de manière fiable l'intégration de la Suisse dans l'UE via l'accord-cadre. Le PS fait chanter le centre avec des salaires minimaux, des conventions collectives de travail, la protection contre les licenciements, etc., et signe ensuite l'accord-cadre comme le fait le PLR dirigé par Economiesuisse. Pour l'UDC la chose est claire: il faut résister et non pas se soumettre!

Le changement climatique est la deuxième grande préoccupation des gens – qu'en pensez-vous?

Le thème du changement climatique

est devenu aujourd'hui particulièrement chaud dans les médias et la politique. Comme l'était la mort des forêts dans les années 1980. Oui, l'UDC reconnaît elle aussi l'importance du changement climatique, elle aussi veut de l'air pur et de l'eau propre. Mais l'UDC lutte également contre le trafic d'indulgences pratiqué par la gauche, qui vise à soutenir encore plus d'argent des poches des employés, des agriculteurs et des artisans suisses. Or, des taxes étatiques plus élevées ne peuvent qu'appauvrir la classe moyenne sans pour autant arrêter le changement climatique.

Votre objectif pour ces élections est-il réaliste? On voit que l'UDC a perdu des sièges dernièrement dans certains cantons et que l'initiative sur l'autodétermination a été rejetée dans les urnes.

Oui, parce que l'électorat, comme les partis du centre, regarde vers la droite avant les élections, puis se tourne à nouveau vers la gauche. Il voit les politiques qui vont à contresens: si l'on en croit son programme, le PS veut rejoindre l'UE, alors que maintenant il s'oppose à l'accord-cadre en faisant mine de tracer des lignes rouges, bien que ces dernières s'évanouiront une fois l'adhésion devenue réalité. La direction du PLR avance un «oui, mais» face à l'accord en question et le groupe parlementaire veut le signer. Quant au parti spécialiste du slalom, le PDC, il adopte une nouvelle position chaque semaine.

Après diverses défaites électorales, Albert Rösti a exigé publi-

quement plus de travail de fond et moins d'autosatisfaction ou de carriérisme. Cet appel a-t-il été bien reçu par la base?

Oui. Mais il faut maintenant intensifier la mobilisation et ne rien lâcher jusqu'au jour des élections. Il ne suffit pas de savoir ce qu'il faut faire, il ne suffit pas non plus de vouloir ce que l'on devrait faire. Nous tous, membres de la famille UDC, devons nous y mettre et montrer qu'il vaut la peine de défendre la Suisse telle que nous la connaissons!

Un autre chantier, la Suisse romande – Certains critiques ont dit que l'UDC a dû y adopter une attitude plus conciliante. La ligne dure de l'UDC zurichoise serait mal accueillie par les Romands.

Cela fait des années que nous suivons la ligne cohérente définie par l'UDC suisse. L'actuel président du parti est un Bernois. Il y a même eu un certain temps un Bernois comme président du groupe parlementaire. Nous avons un conseiller fédéral de Suisse alémanique et un autre de Suisse romande. Les partis cantonaux sont des partenaires disposant des mêmes droits au sein du parti national. Je suis convaincu que nous progresserons également en Suisse romande grâce à notre ligne qui est on ne peut plus claire. Nombreux sont ceux, en Suisse romande également, qui comptent sur une UDC fiable, qui ne veut pas adhérer à l'UE, même pas en prenant le raccourci d'un accord-cadre. En Suisse romande également, les gens veulent la sécurité et la liberté, expulser les étrangers criminels, mettre fin aux abus en matière de droit d'asile et réduire les impôts, les



«Nous sommes en route pour les 10 millions de Suisses. Des dizaines de milliers de personnes s'installent encore en Suisse chaque année.»

taxes et les redevances.

Depuis la non mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse par le Parlement fédéral, le désarroi face à la politique a à nouveau augmenté chez nombre d'électrices et d'électeurs. Comment motivez-vous les gens à se rendre malgré tout aux urnes le 20 octobre?

En informant, en motivant et en continuant à nous battre. Nous montrons qu'en Suisse, c'est le peuple qui commande et non pas le Conseil fédéral ou le Parlement. Ce n'est qu'en Suisse que les employés, les agriculteurs et les artisans ont exactement les mêmes droits de vote et d'éligibilité que le président de Novartis ... si celui-ci était encore suisse. Il faut dire à toutes celles et ceux qui se sont résignés qu'ils peuvent très bien envoyer un signal fort à l'occasion des élections d'octobre.

Dans plusieurs cantons, certaines locomotives politiques ne sont plus en lice. Comment l'UDC peut-elle pallier cet incon-

véniement?

L'UDC a d'excellents candidats et candidates. Des conseillers nationaux et des conseillers d'Etat expérimentés, ainsi que de nouveaux candidats qui ont fait leurs preuves. Les locomotives politiques ne sont pas sorties de nulle part, elles doivent travailler dur pour parvenir à ce statut. De plus, elles vont et viennent. Si l'une d'entre elles s'en va, l'un des candidats potentiels va saisir sa chance et tenter de reprendre le flambeau.

Vous êtes vous-même l'une de ces locomotives, qui ne se représentent plus. Pourquoi donc?

J'aurais 66 ans cette année. Après 6 années en tant que président d'un conseil communal, 6 autres années comme membre du Grand conseil et 16 ans au Parlement fédéral, il est temps pour moi de laisser la place à de nouvelles forces. Une chance pour poursuivre cet important travail dans l'intérêt de notre pays, de nos enfants et petits-enfants. Pour que la Suisse reste la Suisse!



Les coûts sociaux explosent parce que de plus en plus de personnes issues de l'immigration vivent de l'État.

L'immigration et l'asile toujours hors de contrôle

En publiant ses statistiques sur l'immigration et l'asile, la confédération tente de nous faire croire que la situation est sous contrôle. Or la réalité des chiffres montre que les vannes sont ouvertes et qu'il devient urgent de reprendre le contrôle dans ce domaine qui coûte extrêmement cher aux contribuables de notre pays.

Notre système politique ainsi que notre économie libérale ont fait de la Suisse un modèle de succès économique. Notre pays est prospère et de ce fait, il a développé un filet social généreux. Cette situation attire de nombreuses personnes plus ou moins bien intentionnées qui mettent à mal les équilibres dans notre pays.

«la pression migratoire que nous subissons a des impacts négatifs concrets sur la qualité de vie de nos résidents.»

Fin 2018, 2'081'169 étrangers vivaient en Suisse. Ils étaient moitié moins il y a une trentaine d'années. Il faut égale-

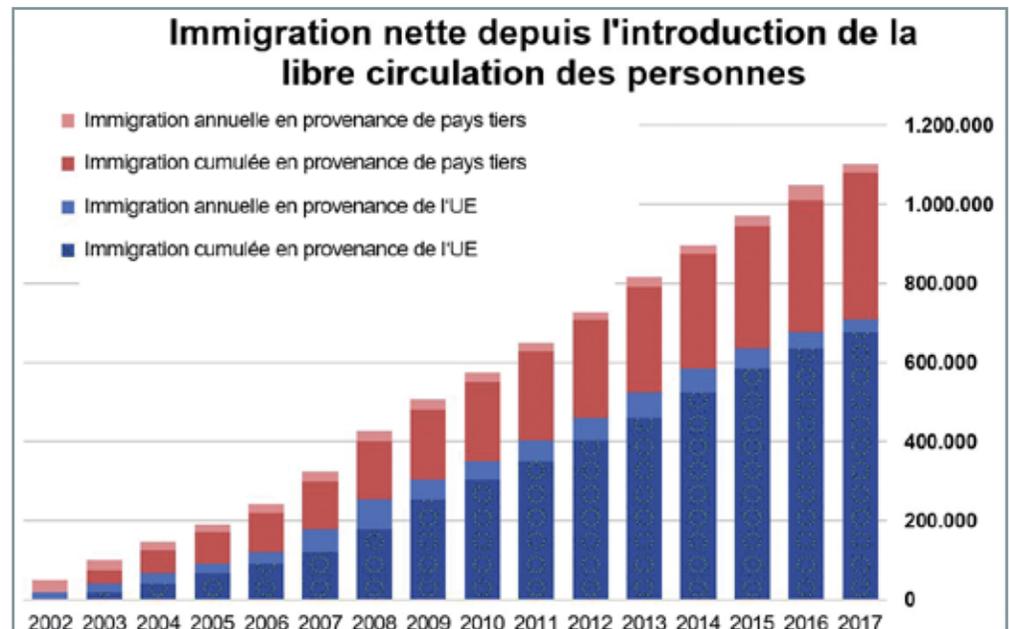
ment garder à l'esprit que notre pays naturalise de manière massive. Rien que pour l'année 2018, c'est 42'225 étrangers qui ont été naturalisés et ce chiffre se retrouve plus ou moins chaque année. En effet, la pression migratoire que nous subissons a des impacts négatifs concrets sur la qualité de vie de nos résidents. Nos infrastructures n'ont pas suivi. Nos œuvres sociales généreuses se retrouvent à devoir assumer un nombre disproportionné de personnes issues de l'immigration. Alors que la population étrangère représente un quart de la po-

pulation suisse, presque la moitié des chômeurs sont de nationalité étrangère dans notre pays et cette proportion augmente dans le cadre des bénéficiaires de prestations sociales. Malgré la volonté exprimée par le peuple



Suisse de limiter l'immigration et le semblant de mesures prises par l'Assemblée fédérale, l'année 2018 fut encore marquée par une forte hausse de l'immigration. Au 31 décembre 2018, le solde migratoire total s'est élevé à environ 55'000 personnes, soit 2,9% de plus qu'en 2017. La majorité bénéficie encore de la libre circulation des personnes incontrôlable avec l'UE.

Il est également évident que toutes les personnes entrant et séjournant de manière illégale dans notre pays échappent à toutes statistiques. En 2018, 5'425 personnes ont quitté la Suisse « sans annoncer leur départ ». C'est-à-dire que les autorités ne savent pas si elles se trouvent encore illégalement en Suisse ou si elles ont effectivement émigré dans un autre pays. Selon les estimations, entre 90'000 et 250'000 personnes vivent aujourd'hui



Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes avec l'UE en 2002, plus de 1,1 million de personnes ont immigré en Suisse, dont plus de 700'000 de l'UE.

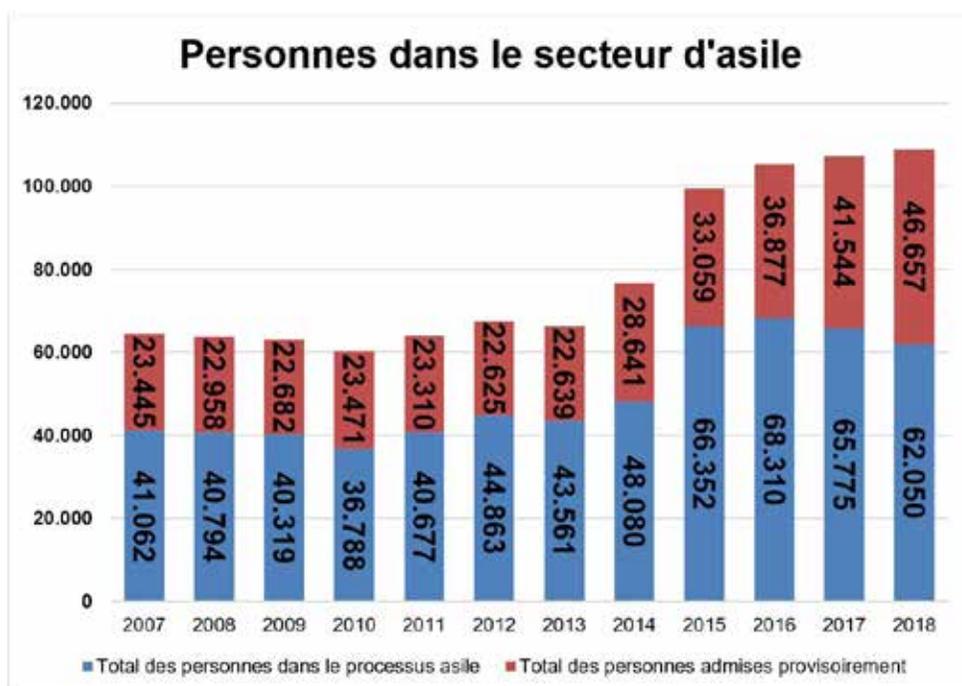
illégalement en Suisse.

Politique d'asile erronée

A côté de cette immigration incontrôlée, notre pays est mis sous pression par une politique d'asile qui attire des réfugiés économiques qui ne correspondent pas au but du droit d'asile. Bien que le nombre de nouvelles demandes d'asiles en 2018 se soit monté unique-

ment à 15'255 personnes, le nombre de personnes dépendant du domaine de l'asile atteint plus de 123'000 personnes.

Non seulement, un grand nombre de requérants ne correspondent pas aux critères de l'asile mais ensuite plus que 90% d'entre eux s'installent durablement dans le filet social et n'en sortiront jamais. Tout cela a un coût énorme pour la Confédération, mais également pour les cantons et les communes qui se retrouveront d'ici quelques années devant une explosion des coûts du social insurmontable.



Récemment, le nombre de personnes admises à titre provisoire a continué d'augmenter sensiblement. Il s'agit de personnes qui devraient quitter la Suisse mais dont l'expulsion n'est pas possible. Une grande partie de ces personnes dépendront de l'aide de l'État pendant toute leur vie.

Michaël Buffat,
Conseiller national,
Vuarrens (VD)



Prévoyance vieillesse renvoyée aux calendes grecques

La prévoyance vieillesse reste un sujet brûlant. Ce n'est qu'avec une UDC qui ressort renforcée des élections 2019 que nos rentes seront assurées. Le Conseil fédéral et le Parlement n'ont pas été en mesure de le faire jusqu'ici, parce qu'ils estimaient que le souverain n'était pas assez mûr pour accepter une solution raisonnable aux problèmes.

Pour l'UDC, l'objectif est et reste l'assurance du financement à long terme de l'AVS, et ce, pour tous les citoyens et toutes les générations. Il serait judicieux dans un premier temps de fixer le même âge de la retraite pour les hommes et les femmes. Il s'agirait ensuite de faire en sorte que l'argent de l'AVS ne s'immisce pas dans le budget de l'Etat. Il faudrait enfin que les aides extérieures inutiles soient réinvesties. Au lieu de gaspiller des milliards en faveur des pays de l'Est, on ferait mieux d'investir cet argent dans la prévoyance vieillesse.

Mais le Conseil fédéral temporise. Notre ministre de l'intérieur, Alain Berset, a annoncé que son objectif était toujours de stabiliser conjointement les premier et deuxième piliers. Encore faudra-t-il tenir compte de la décision du peuple. Il se dit également «très motivé» pour s'attaquer aux problèmes rapidement et avec détermination.

Berset ne veut pas résoudre le problème de génération

Balivernes ! Le résultat à ce jour est nul. La table ronde n'aura eu pour seul effet que de cimenter les anciennes positions. L'essentiel du nouveau projet de loi concocté par le Conseil fédéral reste un financement additionnel massif par la taxe sur la valeur ajoutée. On parle désormais d'augmenter la TVA de 1,5 point de pourcentage à partir de 2021. Quant au problème des générations, Berset n'entend pas le résoudre.

La consultation est désormais derrière nous. Le Conseil fédéral a pris connaissance des résultats. Son commentaire



Un premier pas vers l'AVS consisterait à fixer le même âge de départ à la retraite aux hommes et aux femmes.

en dit long: «La nécessité et l'urgence d'une réforme du premier pilier ne sont pas contestées, les avis divergent toutefois quant aux mesures qu'il conviendrait de prendre. Le Département fédéral de l'intérieur soumettra au Conseil fédéral un projet de message sur l'AVS 21 d'ici la fin août 2019 au plus tard.»

Il manque 53 milliards de francs à l'AVS

On prend donc son temps. Il semble qu'il n'y ait aucune raison de se presser, quand bien même la situation de l'AVS ne cesse d'empirer. Afin de maintenir le fonds de compensation pour qu'il puisse couvrir les dépenses d'une année jusqu'en 2030, comme le prescrit la loi, il manque près de 53 milliards de francs à l'AVS.

Mais il y a une autre raison à ces attermoissements. Le Conseil fédéral entend, lors de la votation de mai prochain, ob-

tenir l'approbation du peuple concernant la réforme de l'impôt sur les sociétés avec un marchandage PF17/AVS. Voilà qui renvoie à plus tard la résolution des problèmes de l'AVS, tandis que les corrections urgentes que nécessite le 2e pilier restent elles aussi impossibles.

Il est possible que le Conseil fédéral espère qu'après les élections de cet automne il pourra continuer à ne pas résoudre les problèmes, à procrastiner et à laisser tout cela à nos enfants et petits-enfants. Alors que l'actuel Conseil fédéral profitera lui-même à ce moment-là de sa retraite...

Thomas de Courten,
Conseiller national,
Rünenberg (BL)



NON à la tactique du salami adoptée par l'UE

La directive citoyenne de l'UE ouvrirait la porte de notre système de sécurité sociale aux citoyens de l'UE. Cette directive ne fait pas partie de l'accord-cadre avec l'UE. Le durcissement actuel de la législation en matière d'armements montre à quel point l'UE progresse.

Nous sommes en train de voir comment fonctionne la tactique du salami qu'a adoptée l'UE à l'égard de la Suisse. Je veux parler ici de l'accord-cadre institutionnel et de la directive désastreuse de l'UE relative au droit des citoyens et des membres de leurs familles. Une directive qui n'a sciemment pas été incluse par Bruxelles dans l'accord-cadre, pour la bonne raison que les notables de l'UE savent très bien qu'un référendum déboucherait certainement sur un «non» sec et sonnante. Cela étant, l'UE ne voulait pas y renoncer explicitement, considérant pouvoir imposer au peuple suisse la directive en question une fois l'accord-cadre signé. L'intention de Bruxelles est claire: cette directive, qui vise à garantir aux citoyennes et aux citoyens de l'UE un accès facilité au lucratif système de sécurité sociale suisse, sera tout simplement exigée à la prochaine étape. Et nos propres chantres de l'UE entonneront à nouveau ce fameux couplet: «Nous ne devons pas dire NON, au risque de mettre en danger la voie bilatérale ...»

Nous avons vécu le même cinéma avant le vote de 2005 sur l'accord Schengen/Dublin. Un référendum avait en effet été lancé contre ce dernier, notamment par l'UDC et l'ASIN, mais aussi par le «Comité pour un droit des armes libéral». Ce dernier critiquait déjà à l'époque le fait que les Suisses conscients de leur responsabilité renoncent à leur droit séculaire de posséder des armes. Le Conseil fédéral a assuré qu'il ne s'agissait là que d'introduire des règles minimales contre l'utilisation abusive des armes. Pour le reste, la loi suisse sur les armes serait



Le 19 mai, l'UDC dit clairement non à la nouvelle législation européenne sur les armes.

largement conforme aux dispositions de l'accord. Après la campagne intense qui a précédé la votation, dont le taux de participation était particulièrement élevé (près de 57 pour cent), le souverain a dit un petit «oui» avec 54,6 pour cent. Après la défaite de 2005, les tireurs et les chasseurs ont toujours cru que la loi sur les armes resterait en l'état et qu'elle ne ferait pas de sitôt l'objet de restrictions supplémentaires.

Ce serait la fin du tir comme sport populaire

Tel ne sera toutefois pas le cas. En 2013 déjà, l'UE a lancé une nouvelle révision de la loi sur les armes et décidé d'interdire les armes à feu semi-automatiques détenues par des particuliers. Cette nouvelle directive de l'UE a modifié ipso facto l'accord de Schengen, et comme la Suisse est tenue «d'appliquer dynamiquement» cet accord, elle ne peut éviter de durcir davantage encore sa propre législation sur les armes. C'est la tactique du salami dans toute sa splendeur. Cette fois, la Commu-

nauté d'intérêts du tir suisse (CIT) ne l'a pas entendu de cette oreille. Craignant que l'adoption de la directive UE n'entraîne la fin du tir en tant que sport populaire traditionnel, elle a lancé un référendum. Car en effet, les fusils et les pistolets sont des armes semi-automatiques dont la possession fera à l'avenir l'objet d'une gestion bureaucratique et qui sera soumise à l'obtention d'une autorisation exceptionnelle.

Les partisans de cette tactique du salami adoptée par l'UE prétendent maintenant qu'un refus de la mise en œuvre de la nouvelle directive européenne sur les armes aurait pour conséquence l'exclusion automatique de la Suisse de l'accord Schengen/Dublin. En tant que politicien spécialiste des affaires étrangères, je puis affirmer à ce propos que c'est du n'importe quoi!

Maximilian Reimann,
Conseiller national,
Gipf-Oberfrick (AG)





Jean-Pierre Grin : «La constante étatisation du système de santé et la bureaucratie qui en résulte entraînent des frais de plus en plus lourds.»

La qualité grâce à la concurrence

Notre système de santé figure parmi les meilleurs qui soient mais aussi parmi les plus chers du monde. L'étatisation croissante de la santé publique fait que les revendications augmentent sans cesse, tout comme les primes. Il convient donc, si nous voulons contrer cette évolution, de supprimer les incitations contre-productives dans le système actuel.

Primes de caisse-maladie

La population est inquiète devant la hausse constante des primes de caisse-maladie. Actuellement environ 1/3 de la population, soit en particulier des familles, dépend des contributions à la réduction des primes et les primes absorbent jusqu'à 20% du revenu du ménage. Dans le canton d'Uri, la prime moyenne d'un adulte pour l'assurance-maladie obligatoire se monte en 2019 à 288 francs par mois contre 482 francs dans le canton de Bâle-Ville. Les primes reflètent la quantité

de prestations d'assurance perçues. Or, il n'est pas acceptable que les habitants des villes revendiquent plus de prestations d'assurance que les assurés des campagnes qui provoquent moins de frais de santé. Toutes les parties prenantes – Confédération, cantons, hôpitaux, assureurs en assurance-maladie, industrie pharmaceutique et médecins – sont donc invitées à participer aux efforts de réduction des coûts de la santé.

Qualité élevée grâce à la concurrence

Notre système de santé fait partie des meilleurs, mais aussi des plus chers du

monde. Il faut donner davantage de place à la responsabilité individuelle des citoyennes et des citoyens. La couverture de chaque risque de maladie et de chaque besoin individuel conduit vers une «mentalité casco complète» où la responsabilité individuelle est totalement absente. L'excellente desserte médicale dont bénéficie la Suisse a son prix : les dépenses pour la santé se montent en Suisse à plus de 12% du PIB et ont atteint environ 87 milliards de francs en 2018 contre 71,2 milliards de francs en 2014 et 51,7 milliards en

2004. L'augmentation moyenne de l'espérance de vie et, partant, la progression des affections chroniques et des maladies exigeant des soins intensifs ne sont pas les seules raisons de cette hausse des coûts.

Renforcer la responsabilité individuelle

La concurrence et la liberté contractuelle doivent être des principes de base également dans le secteur de la santé. Il s'agit donc de leur donner la place qu'elles méritent. La responsabilité individuelle des assurés, donc leur participation aux coûts, doit être renforcée. L'introduction d'une taxe d'admission aux services d'urgence des hôpitaux déchargerait ces derniers des cas bénins. L'UDC demande aussi que le catalogue des soins de base couverts par l'assurance obligatoire soit limité aux besoins médicaux essentiels et qu'il puisse être complété par des prestations librement choisies, mais financées par des assurances complémentaires. Les requérants d'asile, les personnes admises provisoirement et les sans-papiers doivent être traités en dehors du système LAMal et directement aux frais de la Confédération ou des cantons.

Catalogue de prestations excessivement long

Le système de l'assurance-maladie ne se base plus aujourd'hui sur un contrat individuel entre le patient et son assurance, mais sur un catalogue de presta-

tions fixé par les autorités. L'Etat s'arroge le droit de décider à la place du médecin et du patient quel traitement est «efficace», «adéquat» et «économique». Qui plus est, ce catalogue de prestations est constamment allongé par de nouvelles offres agréables qui tiennent davantage du confort que de la nécessité médicale.

Onéreuse manie de la prévention

La constante étatisation du système de santé et la bureaucratie qui en résulte entraînent des frais de plus en plus lourds. Cette croissance des dépenses est justifiée par les régulations toujours plus nombreuses dont il s'agit de contrôler l'application, des régula-

«Notre système de santé fait partie des meilleurs, mais aussi des plus chers du monde.»

tions, notons-le bien, que l'Office fédéral de la santé publique a lui-même introduites. La manie de la prévention n'a plus de limite : les mises en garde contre le tabac et l'alcool sont suivies d'avertissements contre les lasers, la lumière et le son, puis viendront le sucre, la graisse ou la viande.

Clarifier les rôles et réduire les conflits d'intérêts au niveau cantonal

Les cantons participent malheureusement eux aussi à l'accélération de la spirale des coûts dans le domaine de

la santé. Preuves en sont notamment les quelque 70 projets hospitaliers qui représentent un coût total de 15 milliards de francs. En outre, les cantons rechignent toujours à participer à des projets de desserte médicale intercantonaux et régionaux. Leur rôle doit donc être redéfini et limité à quelques tâches essentielles au niveau de la surveillance et des contrôles. Leur rôle multiple d'exploitants d'hôpitaux, de financiers, d'arbitres dans les questions tarifaires, de responsables des listes d'hôpitaux, etc. doit être désenchevêtré.

Conclusion : les hôpitaux doivent bénéficier d'une plus grande autonomie et les questions tarifaires doivent être négociées par les partenaires tarifaires, voire éventuellement tranchées par une instance judiciaire indépendante.

Jean-Pierre Grin,
Conseiller national,
Pomy (VD)



**VOTRE
ANNONCE
ICI**

**VOTRE
ANNONCE
ICI**

**Plus de 60'000 lecteurs en
Suisse alémanique et en
Suisse romande. Romandie.
Renseignements par courrier
électronique à l'adresse
suivante : franc-parler@udc.ch.**

Typiquement suisse: NEW SUZUKI TRADIZIO® 4 x 4.

SUZUKI
0.9%
HIT-LEASING

NEW SUZUKI IGNIS TRADIZIO® 4 x 4
DES Fr. 123.-/MOIS
OU POUR Fr. 19 490.-

NEW SUZUKI SWIFT TRADIZIO®
DES Fr. 124.-/MOIS
OU POUR Fr. 18 490.- **(HYBRID)**

NEW SUZUKI SX4 S-CROSS TRADIZIO® 4 x 4
DES Fr. 207.-/MOIS
OU POUR Fr. 27 490.- **BOOSTERJET**



ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT: New Suzuki Ignis TRADIZIO® 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 19 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; New Suzuki Swift TRADIZIO®, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 18 490.-, consommation de carburant normalisée: 4.9l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 112g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 26g/km; New Suzuki SX4 S-CROSS TRADIZIO® 4 x 4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 27 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km; **photo grand format:** New Suzuki Ignis TRADIZIO® Top 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; New Suzuki Swift TRADIZIO® Top Hybrid, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 190.-, consommation de carburant normalisée: 4.4l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 100g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 23g/km; New Suzuki SX4 S-CROSS TRADIZIO® Top 4 x 4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km. Emissions moyennes de CO₂ de tous les modèles de véhicules neufs immatriculés en Suisse: 137g/km.



Le N°1 des compactes



www.suzuki.ch

SUZUKI
0.9%
HIT-LEASING

Conditions de leasing: durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Le partenaire pour le leasing est la MultiLease AG. Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.

AVANTAGE
KIA
DEPUIS
25
ANS +

Typiquement Kia. Typiquement suisse.

Plus pour votre argent
www.kia.ch

Authentique

Quelles que soient les circonstances de la vie, les Suisses ne sont presque jamais déstabilisés, ils gardent les pieds sur terre – un trait de caractère que l'on retrouve chez Kia en Suisse depuis 25 ans. En ville ou hors des sentiers battus, le **Kia Sportage** «Power 25» 4x4 sait parfaitement garder les pieds sur terre lui aussi. Authentique et novateur:

- 4x4 • Année-modèle 19/Euro 6d Temp • Système de navigation 7"
- avec caméra de recul/DAB+ • Assistant de maintien de voie, détecteur de fatigue • Android Auto™ et Apple CarPlay™
- Sièges avant et arrière chauffants et bien plus encore



Kia Sportage 4x4
des CHF 30900.-
Avantage client
CHF 3050.-*



HVS Zürich



The Power to Surprise

Modèles anniversaires Kia **Power 25+**



Kia Picanto
dès CHF 15 300.-
Avantage client
CHF 1150.-*



Kia Ceed
dès CHF 24 600.-
Avantage client
CHF 3350.-*



Kia Niro Hybrid
dès CHF 30 950.-
Avantage client
CHF 2400.-*



Modèles illustrés: Kia Sportage Power 25 1.6 T-GDi 4x4 man. CHF 30900.- et peinture métallisée CHF 750.-, 7.9l/100 km, 180 g/km de CO₂, cat. de rendement énergétique G, ECE de CO₂ 42 g/km; Kia Picanto Power 25 1.2 CVT man. CHF 15300.- et peinture métallisée CHF 550.-, 5.1l/100 km, 116 g/km de CO₂, cat. de rendement énergétique F, ECE de CO₂ 27 g/km; Kia Ceed Power 25 1.0 T-GDi man. CHF 24600.- et peinture métallisée CHF 650.-, 5.4l/100 km, 122 g/km de CO₂, cat. de rendement énergétique E, ECE de CO₂ 28 g/km; Kia Ceed SW Power 25 1.0 T-GDi man. CHF 25900.- et peinture métallisée CHF 650.-, 5.2l/100 km, 126 g/km de CO₂, cat. de rendement énergétique E, ECE de CO₂ 28 g/km; Kia Niro Hybrid Power 25 1.6 GDI aut. avec boîte automatique à 6 rapports DCT (boîte à double embrayage) CHF 30950.- et peinture métallisée CHF 650.-, 4.2l/100 km, 97 g/km de CO₂, cat. de rendement énergétique A, ECE de CO₂ 22 g/km. Modèles illustrés: classe d'émissions Euro 6d Temp. Moyenne de tous les véhicules neufs vendus en Suisse: 137 g/km de CO₂ (prix de vente conseillé, TVA incluse). ECE de CO₂ = émissions de CO₂, liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité. La conduite, les conditions de route, de trafic et environnementales ainsi que l'état du véhicule peuvent influencer sur la consommation et les émissions de CO₂. Les valeurs indiquées ont été mesurées au banc d'essai selon le protocole WLTP et converties en équivalent NEDC. *Par rapport à la version Trend.

